

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B - Fondlayé
97222 Bellefontaine

Références : RI ENV 25.331
Code AIOT : 0006900568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 novembre 2025 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En raison des risques et inconvénients qu'ils présentent, notamment pour la sécurité, les appareils à pression font l'objet d'un encadrement réglementaire dans le code de l'environnement. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à des opérations de contrôle de suivi en service, introduites par l'article L. 557-28 du code précité, qui sont précisées dans l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif à l'exploitation des équipements sous pression (ESP) et des récipients à pression simples (RPS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0006900568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La centrale thermique de Bellefontaine - dite Bellefontaine B, d'une puissance totale de 211 MWe à partir de 12 moteurs diesel, a été construite à côté de celle qui fournissait de l'électricité depuis 1984. Depuis novembre 2013, elle a progressivement pris le relais de la précédente installation arrêtée définitivement en 2014. Cette centrale couvre 55 % des besoins locaux en électricité

Le site est classé Seveso seuil haut du fait de la quantité de fioul stockée.

Le site possède des équipements sous pression devant faire l'objet d'un suivi en service.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la mise en service des équipements sous pression(ESP) de l'établissement EDF Bellefontaine, des contrôles volontaires, initiés à la demande de l'exploitant, ont révélé des non-conformités.

Ces écarts ont été identifiés en août 2025 et ont fait l'objet d'actions correctives permettant leur levée en novembre 2025.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre sans délai les actions correctives nécessaires à une mise en conformité de ses ESP conformément aux exigences réglementaires applicables.

Il est important de rappeler les enjeux de sécurité liés aux équipements sous pression (ESP). Un ESP peut entraîner des blessures ou lésions graves. En cas d'accident lié à un ESP exploité en infraction à la réglementation, la responsabilité de l'exploitant est pleinement engagée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de mise en service
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les générateurs de vapeur et les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, le contrôle de mise en service est réalisé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34. Pour les autres équipements, ce contrôle est réalisé par une personne compétente. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. Dans ce cas, le contrôle de mise en service est refait.</p> <p>II. - Pour les équipements sous pression interconnectés, le contrôle de mise en service est réalisé autant que possible simultanément sur chacun des équipements soumis à ce contrôle.</p> <p>III. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente constate le respect des dispositions prévues par les articles R. 557-9-1 à R. 557-9-10 du code de l'environnement et s'assure en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'absence d'endommagement de l'équipement au cours de son transport ; - de la présence et de la capacité à fonctionner des accessoires de sécurité prévus par le fabricant, ainsi que leur adéquation s'ils n'ont pas été évalués avec l'équipement par le fabricant ; - les dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité ; - de l'existence du dossier d'exploitation défini par l'article 6 ; - du respect des dispositions de la notice d'instructions. <p>Ce contrôle porte en outre, selon la nature de l'équipement, sur les points suivants :</p> <p>a) Générateur de vapeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le respect des prescriptions du II de l'article 3 ; - l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ; - l'existence d'une habilitation par l'exploitant du personnel en charge de l'exploitation dans le cas des générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente. <p>b) Appareil à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'existence de consignes de sécurité affichées à proximité de cet appareil ; - l'existence d'une

habilitation par l'exploitant du personnel en charge de l'exploitation ; - la présence et la capacité à fonctionner des dispositifs de sécurité prévus au III de l'article 3.

IV. - Lorsque le contrôle est satisfaisant, l'organisme habilité, ou la personne compétente selon le cas, délivre à l'exploitant un document attestant la conformité du contrôle. L'attestation décrit le cas échéant le résultat de l'évaluation de l'adéquation des accessoires de sécurité à l'équipement prévu au III du présent article. La mise en service est conditionnée à la remise de cette attestation.V. - L'exploitant transmet la date de l'attestation par l'intermédiaire du téléservice cité à l'article 9.

Constats :

Les équipements sous pression (ESP) suivants ont été soumis à un contrôle de mise en service initiale (CMS) à la demande de l'exploitant bien qu'ils ne relèvent pas *a priori* des contrôles systématiques. En effet, d'après leurs caractéristiques techniques, le produit PS*V est inférieur à 10 000 bar.litres (où PS est la pression maximale admissible et V le volume de l'équipement), seuil déclenchant l'obligation de contrôle pour les récipients.

Les équipements concernés sont les suivants :

- un vase d'expansion ZILMET n° de fabrication 000003110526
- un vase d'expansion ZILMET n° de fabrication 00003110522.

L'organisme habilité a transmis à l'inspection deux attestations d'échec des contrôles du 13/08/2025 (le rapport n° 25973675/5.1.2.R pour l'équipement ZILMET n° de fabrication 000003110526 et le rapport n° 25973675/5.1.1.R pour l'équipement ZILMET n° de fabrication 00003110522). Les non-conformités relevées sont dues à l'insuffisance documentaire (absence de registre d'exploitation et des conditions d'utilisation) et l'absence d'accessoire de sécurité.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué le statut neuf des équipements, sans usage antérieur. Par courriel en date du 7 novembre 2025, l'exploitant a transmis deux attestations de CMS révisées pour les équipements susvisés (le rapport n° 25973675/5.1.2.rev 1.R pour l'équipement ZILMET n° de fabrication 000003110526 et le rapport n° 25973675/5.1.1.rev1.R pour l'équipement ZILMET n° de fabrication 00003110522). Ces attestations du 7 novembre 2025 sont satisfaisantes au regard de :

- l'attestation de l'exploitant certifiant que la PS n'est pas dépassée du fait de la présence d'une pompe associée au circuit, dimensionnée pour éviter tout dépassement de PS, garantissant ainsi l'absence d'échappement via la soupape,
- et l'existence des dossiers d'exploitation pour chaque équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier la conclusion de l'attestation au regard de la présence d'une soupape, accessoire de sécurité, qui serait présente sur le circuit et non vérifiée.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois